

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
CENTRE DE FORMALITÉS DES ENTREPRISES (CFE)
**GUIDE PRATIQUE POUR REMPLIR LA RUBRIQUE FISCALE
DES DÉCLARATIONS P0 – M0 – F – P1 – AC0 ET P-EIRL (création)**

- * Les intitulés des rubriques et options présentés dans ce guide se rapportent aux dernières mises à jour des formulaires. À cet égard, vous pouvez consulter utilement le site internet : www.pme.gouv.fr.
- Sur le formulaire remis par le CFE, vous choisissez le régime d'imposition dont vous souhaitez relever, en remplissant le cadre « option(s) fiscale(s) ».
- En fonction du chiffre d'affaires que vous prévoyez de réaliser, vous pouvez placer votre entreprise, dès sa création, sous le régime d'imposition le plus adapté à votre situation. Reportez-vous aux dépliants en annexe ainsi qu'au « livret fiscal du créateur d'entreprise » téléchargeable sur le site impots.gouv.fr rubrique professionnels > vos préoccupations > création d'activité » qui vous présentent les différentes options possibles selon votre situation.
- Les choix effectués sur cette déclaration ne sont pas irréversibles. Vous pouvez les modifier, sous réserve que votre entreprise se trouve dans les seuils de chiffre d'affaires prévus pour chaque régime.
- Si vous ne remplissez pas le cadre « options fiscales », vous devrez déclarer au service des impôts dont dépend votre entreprise les régimes d'imposition que vous aurez choisis. A défaut, le régime d'imposition appliqué par l'administration est le suivant :
 - Si vous êtes une personne physique : le régime « micro BIC » ou « micro BNC » pour l'imposition du bénéfice et la franchise en base de TVA ;
 - Si vous êtes une personne morale : le régime simplifié d'imposition pour l'imposition du bénéfice industriel ou commercial (ou le régime de la déclaration contrôlée en matière de bénéfice non commercial) et la franchise en base de TVA.

ATTENTION : Si vous renoncez à la franchise en base de TVA, votre option ne peut prendre effet que le premier jour du mois au cours duquel elle est demandée (cf. p. 4 du guide). De plus, le choix d'un régime réel de TVA entraîne la renonciation au régime « micro » pour l'imposition des bénéfices.

MODE D'EMPLOI

ÉTAPE 1 : QUALIFIER L'ACTIVITÉ EXERCÉE (reportez-vous p. 2)

Les activités de type ① BIC

activités à caractère commercial, industriel ou artisanal

On distingue :

Les activités de type ② BNC

activités libérales, non commerciales et titulaires de charges et offices

ÉTAPE 2 : CHOISIR UN RÉGIME D'IMPOSITION SELON LA NATURE DE L'ACTIVITÉ EXERCÉE, de type ① BIC ou ② BNC

Vous êtes commerçant ou artisan, reportez-vous à l'annexe ① ou vous exercez une profession libérale, reportez-vous à l'annexe ②

ÉTAPE 3 : INDIQUER LE RÉGIME CHOISI SUR LA DÉCLARATION CFE

(Compléter la partie de l'imprimé reproduite ci-dessous, qui vous sera fourni par le CFE)

Pour vous aider, en fonction de la nature de l'activité exercée (BIC ou BNC), les choix qui vous sont offerts sont matérialisés ci-dessous sous forme de numéros

①
(BIC)

ou

②
(BNC)

**Votre choix concerne à la fois le régime d'imposition en bénéfice et en TVA (1)
Vous avez la possibilité, par ailleurs, de formuler des options particulières (facultatif)**

DÉCLARATION FISCALE

RÉGIME D'IMPOSITION DES BÉNÉFICES

(COCHEZ UNE CASE ET UNE SEULE)

- « micro BIC » ou « micro BNC » ① ou ② déclaration contrôlée ② réel simplifié ① réel normal ①

☞ **Options particulières (déclaration Mo uniquement) :**

- Option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés ① ou ②

- Option pour le régime des sociétés de personnes ①

Nouveau : les SA, SAS et SARL nouvellement créées, ou de constitution récente (moins de cinq ans), peuvent opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes, sous conditions et pour une période maximale de cinq exercices (pour des renseignements complémentaires, veuillez contacter votre service des impôts).

RÉGIME D'IMPOSITION EN MATIÈRE DE TVA

(COCHEZ UNE CASE ET UNE SEULE)

- franchise en base ① ou ② réel simplifié ① ou ② « mini-réel » ① réel normal ① ou ②

☞ **Options particulières (déclaration Mo ou Po) :**

RÉGIME RÉEL SIMPLIFIÉ :

- Mon exercice comptable ne coïncide pas avec l'année civile et j'opte pour le dépôt d'une déclaration annuelle de régularisation « à l'exercice » ①

RÉGIME MINI-RÉEL OU RÉGIME RÉEL NORMAL :

- Le montant estimé de ma TVA exigible est inférieur à 4 000 € par an et j'opte pour le dépôt de déclarations trimestrielles ① ou ②

Vous trouverez pages 4 à 8 des informations en matière de TVA, de contribution économique territoriale (CET), sur les organismes agréés, sur le compte fiscal des professionnels en ligne et sur les téléprocédures.

(1) Sauf si vous ne relevez que d'une seule catégorie d'impôt (impôt sur le bénéfice ou TVA).

NOTA : Un correspondant «entreprises nouvelles» est désigné à la direction régionale ou départementale des finances publiques pour informer les créateurs d'entreprises des dispositions fiscales les concernant (exonération d'impôt sur les bénéfices dans le cadre de l'aménagement du territoire par exemple). Vous pouvez aussi trouver des informations sur le site : www.impots.gouv.fr

ACTIVITÉS DE TYPE ① : ACTIVITÉS À CARACTÈRE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL

Activités concernées

- **Professions commerciales :**
 - commerces proprement dits (achat-revente);
 - commerces achat-location;
 - hôtels, restaurants, spectacles;
 - transports;
 - commission, courtage;
 - opérations de banque.
- **Professions industrielles :**
 - activités industrielles, production de biens, opérations de construction caractérisées par l'importance des moyens mis en œuvre.
- **Professions artisanales :**
 - activités manuelles.

Fiscalité applicable

^{ES} Pour plus de précisions, se reporter à l'annexe 974 ①

- Imposition à la **TVA** des opérations réalisées, à défaut d'exonération expresse, de plein droit ou sur option (cf. p. 4);
- Imposition du bénéfice selon la forme de l'entreprise :
 - si l'activité est exercée par une personne physique à titre personnel ou en tant qu'associé unique d'une EURL ① (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée), imposition à l'impôt sur le revenu à son nom dans la catégorie des **BIC** (bénéfices industriels et commerciaux);
 - si l'activité est exercée par une société de personnes ① (société en nom collectif), imposition à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des **BIC** au nom de chaque associé personne physique pour la part lui revenant dans les bénéfices de la société;
 - si l'activité est exercée par une société de capitaux ②, l'impôt sur les sociétés (**IS**) est exigible au nom de la société.
- Imposition à la contribution économique territoriale (sauf activités exonérées par la loi).
- Les revenus accessoires BIC **peuvent** être rattachés aux BNC si les opérations commerciales sont directement liées à l'exercice de l'activité libérale et en constituent strictement le prolongement.

ACTIVITÉS DE TYPE ② : ACTIVITÉS LIBÉRALES, NON COMMERCIALES, TITULAIRES DE CHARGES ET OFFICES

Activités concernées

- **Professions libérales.** Il s'agit notamment des :
 - médecins, vétérinaires;
 - architectes, travaux d'études et de recherches;
 - experts-comptables, activités de conseils et d'assistance;
 - avocats.
- **Titulaires de charges et offices :**
 - notaires;
 - huissiers;
 - greffiers du tribunal de commerce.
- **Exploitations lucratives et autres sources de revenus ne se rattachant pas à une autre catégorie de revenus.**
- Les ventes et les opérations non thérapeutiques réalisées par les vétérinaires, qui relèvent normalement des BIC, **doivent** être rattachées aux BNC si ces recettes n'excèdent pas 25 % de celles provenant du secteur purement BNC (prestations médicales, mesures de prophylaxie, ventes annexes de médicaments).

Fiscalité applicable

^{ES} Pour plus de précisions, se reporter à l'annexe 974 ②

- Imposition à la **TVA** des opérations réalisées (sauf exonération prévue par la loi), de plein droit ou sur option (cf. p. 4).
- Imposition du bénéfice selon la forme de l'entreprise :
 - si l'activité est exercée par une personne physique, imposition à l'impôt sur le revenu à son nom dans la catégorie des **BNC** (bénéfices non commerciaux);
 - si l'activité est exercée par une société de personnes ① ou une société civile professionnelle ①, imposition à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des **BNC** au nom de chaque associé pour la part lui revenant dans les bénéfices de la société;
 - si l'activité est exercée par une société de capitaux (société d'exercice libéral par exemple), l'impôt sur les sociétés (**IS**) est exigible au nom de la société ②.
- Imposition à la contribution économique territoriale (sauf activités exonérées par la loi).
- Les revenus non commerciaux accessoires **doivent** être imposés en BIC s'ils ne constituent que l'extension de l'activité commerciale.

① Sauf option particulière pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés, formulée sur l'imprimé CFE.

Dans ce cas, *cochez*

RÉGIME D'IMPOSITION DES BÉNÉFICES
 option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés

② Sauf option particulière pour le régime des sociétés de personnes des SA, SAS et SARL, formulée sur l'imprimé CFE.

Dans ce cas, *cochez*

RÉGIME D'IMPOSITION DES BÉNÉFICES
 option pour le régime des sociétés de personnes

ÉTAPE 2 : CHOIX D'UN RÉGIME D'IMPOSITION

En fonction de votre chiffre d'affaires annuel HT, vous relevez **d'un régime d'imposition** [colonne (1) ci-dessous].

Si vous exercez sous une forme juridique ou une des activités énumérées colonne (2) ci-dessous, vous êtes soumis au régime immédiatement supérieur.

À moins que vous soyez déjà placé au régime réel normal (ou déclaration contrôlée et réel normal TVA), vous avez la possibilité d'opter pour un autre régime d'imposition [colonne (3) ci-dessous].

Vous pouvez exercer votre option lors de la création en cochant les cases correspondantes de l'imprimé CFE (*voir annexe*), ou en adressant un courrier au service des impôts des entreprises jusqu'à la date de dépôt de la première déclaration de résultats, ou dans les trois mois de votre création en matière de TVA.

Vous pouvez également exercer cette option en cours d'activité par lettre adressée au service des impôts des entreprises avant le 1^{er} février ou à tout moment si vous relevez du régime de la franchise.

ACTIVITÉS DE TYPE ①

Votre régime d'imposition (1)	Sont exclus du régime « micro BIC » (2)	Option possible pour un régime autre que celui applicable de plein droit (3)
Régime « micro BIC » et/ou franchise en base de TVA	<ul style="list-style-type: none"> – les sociétés de personnes (SNC), de capitaux (SA, SARL, EURL) ou civiles; – les organismes sans but lucratif; – les opérations réalisées par les lotisseurs, les marchands de biens et les promoteurs immobiliers; – la location de matériel ou de biens de consommation durable; – option pour le régime simplifié d'imposition; – entreprises qui renoncent à la franchise en base de TVA; – les redevables de la TVA, même pour une partie de l'année; – les copropriétés de navires et de cheval de courses ou d'étales. 	<ul style="list-style-type: none"> – Un régime réel d'imposition du bénéfice (RSI ou RN) irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement. – Une option pour le paiement de la TVA (RSI, mini-réel ou RN) irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement.
Régime Réel simplifié	<p>en matière de TVA,</p> <ul style="list-style-type: none"> – les importations; – les affaires occasionnelles, les opérations relevant de la TVA immobilière, les opérations réalisées par les lotisseurs, les marchands de biens et les promoteurs immobiliers. 	<p>Le régime réel normal d'imposition.</p> <p>L'option est irrévocable pendant 2 ans.</p> <p>L'option se renouvelle tacitement par périodes de 2 ans.</p>

ACTIVITÉS DE TYPE ②

Votre régime d'imposition (1)	Sont exclus du régime « micro BIC » (2)	Option possible pour un régime autre que celui applicable de plein droit (3)
Régime « micro BNC » et/ou franchise en base de TVA	<ul style="list-style-type: none"> – les officiers publics et ministériels; – les sociétés de personnes (SCP, SNC, SEL) et leurs membres; – les contribuables ayant choisi de déterminer de manière particulière leur bénéfice provenant de la production littéraire, scientifique ou artistique ou de la pratique d'un sport; – les contribuables ayant opté pour la déclaration contrôlée; – les contribuables qui renoncent à la franchise en base de TVA ou qui deviennent redevables de la TVA, même pour une partie de l'année; – les opérateurs sur les marchés à terme. 	<ul style="list-style-type: none"> – Le régime de la déclaration contrôlée irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement. – Une option pour le paiement de la TVA (RSI ou RN) irrévocable pendant 2 ans et qui se renouvelle tacitement.
Régime de la déclaration contrôlée et régime du réel simplifié TVA		<p>Le réel normal TVA.</p> <p>L'option est irrévocable pendant 2 ans.</p> <p>L'option se renouvelle tacitement par périodes de 2 ans.</p>

Nouveau : depuis le 01/01/2009, un nouveau statut, dit de l'autoentrepreneur, est entré en vigueur. Pour bénéficier de ce régime, vous devez répondre à certaines conditions, notamment relever de la micro-entreprise (micro BIC ou spécial BNC).

Le régime de l'autoentrepreneur se caractérise par :

- le régime « micro social » : versement libératoire des cotisations sociales,
- la possibilité d'opter pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu.

Dans le cas d'une création d'entreprise et de l'option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu, une exonération provisoire de contribution économique territoriale est prévue.

Pour obtenir des renseignements complémentaires, vous pouvez consulter utilement le site INTERNET : www.pme.gouv.fr.

« Cadre « options fiscales » des intercalaires P-EIRL :

Les options que vous choisissez dans ce cadre ne concernent que les activités de votre EIRL.

Les régimes d'imposition et de TVA peuvent être différents des régimes choisis pour vos activités restées hors EIRL sur le formulaire P0 ou AC0.

Sur le plan fiscal, l'EIRL qui relève d'un régime réel est assimilé à l'EURL ou EARL.

Au regard des règles applicables en matière de régimes d'imposition des bénéficiaires et de la TVA, les principaux cas pouvant se présenter sont les suivants :

CRÉATION D'UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE AVEC CONSTITUTION EN EIRL

Le régime de droit commun est l'imposition à l'impôt sur le revenu dans la catégorie concernée en fonction de l'activité exercée (BIC, BNC, BA).

L'EIRL a la possibilité d'opter dès sa création pour le régime réel normal ou simplifié de l'impôt sur les sociétés.

TRANSFORMATION D'UNE ENTREPRISE EXISTANTE EN EIRL

L'entrepreneur existant peut conserver ou modifier ses régimes actuels d'imposition des bénéficiaires et de TVA.

Toutefois, l'option à l'IS n'est ouverte qu'aux EIRL assujettis à un régime réel d'imposition.

Par suite, les EIRL bénéficiant d'un régime « micro » ou forfait agricole ne sont pas éligibles à l'option pour l'IS, sauf à opter préalablement pour un régime réel d'imposition.

CONSTITUTION EN EIRL D'UNE ENTREPRISE EXISTANTE SUR UNE PARTIE DE SON ACTIVITÉ

L'entrepreneur conserve ses options fiscales actuelles pour les activités demeurant en dehors de l'EIRL.

Concernant l'activité de son EIRL, l'entrepreneur peut choisir un régime identique, mais il peut également opter dès sa création, pour un régime différent. Dans ce dernier cas, il y aura dédoublement de ses obligations déclaratives.

L'EIRL ET L'AUTOENTREPRENEUR

Un autoentrepreneur peut constituer un patrimoine affecté en EIRL. Toutefois, relevant obligatoirement d'un régime micro-fiscal, l'autoentrepreneur ne peut exercer d'option à l'impôt sur les sociétés.

Dans tous les cas, les options fiscales relatives à l'EIRL doivent être renseignées uniquement sur l'intercalaire P-EIRL prévu à cet effet et non sur les formulaires P0 ou AC0.

Le cadre « options fiscales » de cet intercalaire ne doit être rempli qu'en cas de déclaration initiale ou de reprise d'un patrimoine affecté (EIRL) mais pas si vous modifiez votre patrimoine affecté (EIRL) voir cadre 3. »

Les entreprises assujetties de plein droit à la TVA

- **Toutes les professions commerciales, industrielles et artisanales.**
- **Les titulaires de charges et offices et certaines professions libérales telles que :**
 - vétérinaires;
 - architectes, travaux d'études et de recherches;
 - experts-comptables, activités de conseils et d'assistance;
 - avocats, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués d'appel;
 - auteurs et interprètes des œuvres de l'esprit (parfois selon des modalités particulières : retenue à la source);
 - traducteurs et interprètes;
 - guides et accompagnateurs;
 - sportifs, artistes du spectacle et dresseurs d'animaux.

La franchise en base de TVA

Les entreprises assujetties à la TVA, quel que soit leur régime d'imposition, bénéficient d'une dispense de paiement de la TVA lorsqu'elles n'ont pas réalisé au cours de l'année civile précédente un chiffre d'affaires supérieur à 81 500 € (activités ventes et fourniture de logement) ou 32 600 € (prestations de services).

Toutefois, lorsqu'un assujetti dont le chiffre d'affaires de l'année (n-1) n'a pas excédé les limites de 81 500 € ou 32 600 € et qu'il franchit ces limites lors de l'année en cours (n), il conserve le bénéfice de la franchise en base non seulement en (n) mais également en (n+1) dès lors que le chiffre d'affaires n'excède pas 88 300 € ou 34 100 € en (n) et (n+1).

L'année de création (ou l'année de dépassement des limites de 81 500 € ou 32 600 € et celle qui suit) la franchise en base reste applicable jusqu'au premier jour du mois au cours duquel le chiffre d'affaires de 88 300 € ou 34 100 € est dépassé.

PRÉCISIONS

Le chiffre d'affaires limite de la franchise prévue par l'article 293 B du CGI est fixé à 41 700 € et 51 200 € en cas de dépassement pour :

- 1 – les opérations réalisées par les avocats, les avocats au Conseil d'État et à la cour de cassation et les avoués, dans le cadre de l'activité définie par la réglementation applicable à leur profession;
- 2 – la livraison de leurs œuvres désignées au 1° à 12° de l'article L. 112-2 du Code de la propriété intellectuelle et à la cession des droits patrimoniaux qui leur sont reconnus par la loi par les auteurs d'œuvres de l'esprit, à l'exception des architectes;
- 3 – l'exploitation des droits patrimoniaux qui sont reconnus par la loi aux artistes-interprètes visées à l'article L. 212-1 du Code de la propriété intellectuelle.



Dès le franchissement de ce seuil, informez-en votre service des impôts des entreprises

Les entreprises ont la possibilité de renoncer à la franchise en base et d'opter pour le paiement de la TVA

- **L'option** pour le paiement de la TVA peut s'exercer **à la création**, en optant expressément pour un **régime d'imposition réel en matière de TVA** : → voir dépliant ANNEXE 974 ① si vous exercez une activité commerciale;
→ voir dépliant ANNEXE 974 ② dans les autres cas.
- L'option pour le paiement de la TVA est également possible **à tout moment**, en adressant un courrier au service des impôts des entreprises.
- L'option pour le paiement de la TVA est alors valable à compter du premier jour du mois au cours duquel elle est déclarée jusqu'à la fin de l'année suivante.
Exemple : option au 15 avril N, elle prend effet au 1^{er} avril du même mois.

Les entreprises assujetties sur option à la TVA



Lettre d'option à adresser au service des impôts des entreprises.

Option valable à compter du 1^{er} jour du mois au cours duquel elle est exercée jusqu'à la fin de l'année suivante.

Il s'agit notamment des :

- **Loueurs de locaux nus** pour les besoins de l'activité d'un industriel, d'un commerçant ou d'un prestataire de services.
- **Collectivités locales**, leurs groupements ou leurs établissements publics pour les opérations relatives à certains de leurs services.
- Personnes qui réalisent certaines **opérations bancaires ou financières** lorsque celles-ci sont exonérées de la taxe.

Les entreprises et les échanges intracommunautaires

Un numéro individuel d'identification est communiqué à tous les assujettis de la TVA, par leur service des impôts des entreprises, dès que l'INSEE a attribué à l'entreprise son numéro SIRET.

Le numéro d'identification à la TVA intracommunautaire est national et est non modifiable, même en cas de changement de lieu d'activité. Il est composé de 13 caractères, sur le modèle suivant :

Code pays		Clé TVA		N° de SIREN de l'entreprise								
F	R	3	1	2	7	3	4	8	0	0	7	8

Ce numéro est préimprimé sur les déclarations de TVA adressées aux entreprises et doit obligatoirement figurer, avec celui du client, sur les factures ainsi que sur la déclaration d'échanges de biens, pour les échanges intra-communautaires.

- Préalablement à toute acquisition intracommunautaire de biens, l'assujetti français doit communiquer à son fournisseur ce numéro. **À défaut, la TVA lui sera facturée.**

De même, avant de procéder à une livraison intracommunautaire exonérée de TVA, l'entreprise française doit :

- obtenir de son client communication de son numéro de TVA intracommunautaire;
- vérifier la validité de ce numéro en consultant le site internet www.europa.eu.int/comm/taxation_customs/vies/fr/vieshome.htm ou éventuellement en interrogeant le service des impôts dont elle relève. **À défaut, la TVA sera facturée.**

Pour tout renseignement complémentaire, adressez-vous au service des impôts du lieu de situation de l'entreprise que vous souhaitez créer. Les coordonnées peuvent être obtenues sur le site internet www.impots.gouv.fr (rubrique «contact»).

- Les entreprises doivent établir une déclaration d'échanges de biens. Pour tout renseignement concernant cette formalité, consultez les services de la Direction générale des douanes et des droits indirects. Pour connaître les coordonnées des bureaux de douanes, vous pouvez consulter le site internet **www.douane.gouv.fr**.
- Depuis le 1^{er} janvier 2010, les opérateurs établis en France doivent souscrire mensuellement une Déclaration Européenne de Services (DES), au titre des services relevant du nouvel article 259 du CGI, qu'ils rendent à d'autres assujettis communautaires. Cette déclaration est souscrite par voie électronique directement sur le site internet de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects : **www.pro.douane.gouv.fr**. Les entreprises relevant de la franchise en base de TVA ont la possibilité de déposer la DES par voie papier.

LES ENTREPRISES ET LA CONTRIBUTION ÉCONOMIQUE TERRITORIALE

La cotisation économique territoriale (CET) regroupe la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Cotisation foncière des entreprises (CFE)

La création d'établissement ou le changement d'exploitant

- **Le nouvel exploitant** doit souscrire avant le 31 décembre de l'année de l'opération ou le 1^{er} janvier si elle prend effet au 1^{er} janvier, auprès du service des impôts dont dépend chaque établissement acquis ou créé :
 - une déclaration n° 1447 C ;
 - éventuellement une demande d'exonération temporaire ❶ : selon le type d'exonération, elle est faite sur la déclaration précitée (exonération dans certaines zones urbaines notamment) ou sur un imprimé spécifique.
- **En cas de changement d'exploitant, l'ancien exploitant** est tenu de le signaler au service des impôts :
 - avant le 1^{er} janvier de l'année suivant celle du changement, lorsque le changement intervient en cours d'année ;
 - avant le 1^{er} janvier de l'année du changement, lorsque celui-ci prend effet au 1^{er} janvier.
- **En cas de cession partielle** intervenant après le 1^{er} mai, l'ancien exploitant doit joindre une déclaration n° 1447 M rectifiant les bases déclarées en avril si les éléments cédés constituent un établissement autonome.

Les déclarations à souscrire en cours d'exploitation

- En cours d'exploitation, les contribuables doivent déposer une déclaration n° 1447 M dans les cas suivants :
 - En cas de modification affectant leurs locaux ;
 - En cas de modification de leur puissance (pour les éoliennes ou des centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique) ;
 - Pour bénéficier des exonérations sur décision des collectivités territoriales ou du crédit d'impôt.
- Cette déclaration doit être déposée **dans chaque commune** ❷ où l'entreprise dispose d'un établissement au plus tard le 2^e jour ouvré suivant le 1^{er} mai de chaque année, le cas échéant sur un imprimé spécifique.

Précisions

La déclaration concerne l'activité de l'année précédente en vue de l'imposition de cotisation foncière des entreprises de l'année suivant celle du dépôt de la déclaration et doit également viser les éléments susceptibles de bénéficier d'une exonération. Elle concerne également les puissances, au 1^{er} janvier de l'année de la déclaration, des éoliennes ou des centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique.

Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Champ d'application

- Les personnes qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 € hors taxes sont redevables de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Cependant, toutes les entreprises de plus de 152 500 € de chiffre d'affaires sont soumises à une obligation déclarative.

Déclaration 1330-CVAE

- La déclaration de la valeur ajoutée et des effectifs salariés n° 1330-CVAE à déposer au plus tard le premier jour ouvré suivant le 1^{er} mai, soit le 4 mai en 2010, doit contenir les éléments relatifs à la valeur ajoutée.
- La valeur ajoutée est déterminée selon le régime de l'entreprise à l'aide des annexes de la liasse fiscale :
 - Tableaux 2033-E ou 2059-E pour l'Impôt sur les Sociétés ou les Bénéfices Industriels et Commerciaux ;
 - Tableau 2035-E pour les Bénéfices Non Commerciaux ;
 - Tableau 2072-E pour les Revenus Fonciers.
- Si votre chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 €, vous devez obligatoirement télédéclarer votre déclaration 1330-CVAE. Pour adhérer ou vous informer sur cette procédure, vous pouvez consulter le portail fiscal www.impots.gouv.fr rubrique « professionnels » où cette procédure est détaillée.
- La déclaration en format papier est disponible uniquement en téléchargement sur le site www.impots.gouv.fr
- L'absence de dépôt entraîne une amende de 200 € dans la limite de 100 000 €.

Modalités de paiement

- Les entreprises redevables de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises sont soumises à l'obligation de télédéclaration et de télépaiement. Les informations utiles sont disponibles sur le portail fiscal www.impots.gouv.fr
 - Deux acomptes (1329-AC) à verser avant le 15 juin et le 15 septembre représentant chacun 50 % de la cotisation due au titre de l'année d'imposition.
 - La déclaration de liquidation 1329-DEC sera déposée au plus tard le premier jour ouvré suivant le 1er mai, soit le 3 mai 2011 pour la cotisation due au titre de 2010.

Le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée

Les contribuables peuvent demander le plafonnement de leur cotisation réelle de contribution économique territoriale à 3 % de la valeur ajoutée produite par leur entreprise l'année d'imposition ou au cours de l'exercice de 12 mois clos au cours de l'année d'imposition.

La demande est à produire :

- après clôture des comptes de l'année d'imposition ;
 - sur un imprimé n° 1327 TP disponible sur le site www.impots.gouv.fr.
- ❶ Pour tous renseignements, s'adresser au service des impôts des entreprises dont dépend la commune de l'établissement.
 - ❷ La déclaration doit être souscrite dans chaque commune ou fraction d'une même commune où s'applique un régime fiscal différent. Il s'agit des communes scindées en au moins deux zones caractérisées par :
 - soit des taux d'imposition différents : commune avec une zone d'activités économiques (ZAE) à taux d'imposition différent du reste de la commune ;
 - soit des régimes d'exonération différents : commune avec une zone urbaine sensible (ZUS), une zone de redynamisation urbaine (ZRU), une zone franche urbaine (ZFU) ou un bassin d'emplois à redynamiser (BER).

LES ENTREPRISES ET LES TAXES ASSISES SUR LES SALAIRES

Si l'entreprise emploie des salariés, elle peut être redevable de :

- la taxe d'apprentissage ;
- la participation des employeurs à l'effort de construction (si au moins 10 salariés) ;
- la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue ;
- la taxe sur les salaires (si les activités ne sont pas assujetties à la TVA ou ne l'ont pas été sur 90 % au moins du chiffre d'affaires au titre de l'année civile précédant celle du paiement des rémunérations).

LES ORGANISMES AGRÉÉS

LES CENTRES DE GESTION AGRÉÉS

Leur objet

Ces centres ont pour objet d'apporter aux industriels, aux commerçants et aux artisans une assistance :

- **en matière de gestion** : dossier sur la situation de l'entreprise remis chaque année ;
- **en matière fiscale** : réponse aux questions soulevées et élaboration des déclarations, dématérialisation et télétransmission des déclarations de résultats, de leurs annexes et des autres documents les accompagnant pour le compte de l'adhérent dont il est le partenaire EDI ;
- **en matière de prévention fiscale** : réponse aux questions soulevées, élaboration des déclarations.

Ils peuvent également, à condition d'être habilités à cet effet, **tenir ou centraliser les documents comptables** de certains de leurs adhérents.

Les principales obligations des adhérents

- Produire tous les éléments nécessaires à l'établissement d'une comptabilité sincère.
- Accepter les paiements par chèques et en informer la clientèle.

Les avantages fiscaux

- Les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur aux limites du régime des micro-entreprises et qui ont opté pour un mode réel de détermination de leur résultat bénéficient **d'une réduction d'impôt égale aux dépenses exposées pour la tenue de la comptabilité et l'adhésion à un centre de gestion agréé, d'un montant maximum de 915 € par an.**
- Les entreprises non adhérentes à un centre de gestion agréé et soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux, des bénéficiaires agricoles ou des bénéficiaires non commerciaux voient leurs revenus passibles de l'impôt sur le revenu soumis à une majoration de 1,25.
- En outre, le salaire du conjoint de l'exploitant est déductible intégralement.

Les délais

Vous pouvez adhérer à tout moment à un centre de gestion.

Mais, **pour bénéficiaire des avantages fiscaux dès la première année**, l'adhésion doit avoir lieu dans les 5 mois :

- du début d'activité;
- ou de l'ouverture de l'exercice comptable.

La liste des centres de gestion agréés par département est disponible en ligne sur le site www.impots.gouv.fr, à la rubrique "contacts" puis "Professionnels : vos correspondants spécialisés".

LES ASSOCIATIONS AGRÉÉES

Les associations agréées s'adressent aux membres des professions libérales et titulaires de charges et offices.

Elles ont plus **particulièrement pour objet** de développer l'usage de la comptabilité chez leurs adhérents; ceux-ci, toutefois, n'ont pas l'obligation de recourir à un membre de l'ordre des experts-comptables.

Les adhérents soumis à un régime réel d'imposition dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux professionnels ou non professionnels bénéficient des mêmes avantages fiscaux que ceux qui sont décrits ci-dessus.

Par ailleurs, les entreprises non adhérentes à une association agréée et soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux, des bénéficiaires agricoles ou des bénéficiaires non commerciaux voient leurs revenus passibles de l'impôt sur le revenu soumis à une majoration de 1,25.

**Ce document est à jour au 1^{er} janvier 2011
Il ne se substitue pas à la documentation officielle de l'Administration**

**Pour tout renseignement complémentaire,
adressez-vous au service des impôts des entreprises (SIE) dont vous dépendez
ou consultez le site INTERNET www.minefe.gouv.fr**

LES SERVICES ÉLECTRONIQUES

LES TÉLÉPROCÉDURES

Facilités électroniques

Les déclarations sur le portail fiscal:

Accompagnant le développement de l'informatique dans la sphère économique, le ministère du Budget, des Comptes publics de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat propose une offre de service en ce qui concerne les possibilités de déclarer et de régler les impôts par voie électronique. Les téléprocédures en matière de TVA et de résultat sont deux exemples de cet engagement.

Télédéclarer et télérégler sa TVA vous donne la possibilité de télétransmettre vos déclarations de TVA, les paiements associés et les demandes de remboursement de crédit de TVA ; TDFC la faculté de souscrire votre déclaration de résultats par voie électronique.

• Télédéclarer et télérégler sa TVA

Cette procédure propose la dématérialisation des déclarations et des paiements de la TVA et des demandes de remboursements de crédit de TVA.

Deux modalités techniques sont offertes :

- l'**EDI** (Échange de Données Informatisé) : procédure par laquelle votre expert-comptable ou un prestataire (le partenaire EDI), que vous aurez mandaté, transmet à la DGFIP les données de TVA pour votre compte.

Des renseignements complémentaires sur le mode de transmission EDI ainsi que le formulaire de souscription EDI sont disponibles sur le site : impots.gouv.fr rubrique « Professionnels/je passe par mon expert-comptable ou un intermédiaire pour déclarer (mode EDI) ».

- l'**EFI** (Échange de Formulaires Informatisé) est accessible sur internet. Vous saisissez vous-même vos déclarations et, le cas échéant, vos paiements, sur des écrans interactifs de votre espace abonné figurant sur le site www.impots.gouv.fr rubrique « Professionnels/Espace abonné : création d'accès ».

Pour plus de renseignements, vous pouvez vous reporter à la rubrique « En savoir plus sur l'espace abonné ».

La sécurité des échanges est réalisée avec un certificat numérique ou par identifiant / mot de passe.

Pour les entreprises individuelles, l'entrepreneur peut utiliser son certificat électronique délivré dans le cadre de la télétransmission de la déclaration d'impôt sur le revenu (« TélÉIR »), pour mettre en œuvre les téléprocédures fiscales en ligne.

Champ d'utilisation

Vous pouvez utiliser spontanément les téléprocédures. Toutefois, vous devez y recourir à titre obligatoire et réaliser vos télédéclarations, vos télérèglements et vos demandes de remboursement de crédit de TVA si vous remplissez une des conditions suivantes :

- vous relevez de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) ;
- votre chiffre d'affaires hors taxe réalisé au titre de l'exercice précédent est supérieur à 500 000 euros. Ce seuil est abaissé à 230 000 € à compter du 1^{er} octobre 2011.

Modalités de fonctionnement

Si vous êtes soumis à l'obligation, vous devez télédéclarer, télépayer votre TVA et déposer par voie dématérialisée vos demandes de remboursement de crédit de TVA ; sinon vous pouvez opter pour la télédéclaration associée au télépaiement ou la télédéclaration seule.

En mode EFI, après avoir créé votre espace abonné et adhéré aux services « Déclarer et/ou payer la TVA » vous remplissez en ligne les formulaires de TVA sur le serveur. Un dispositif de contrôle automatique vous assiste et une aide en ligne est disponible.

En mode EDI, le partenaire EDI définit avec vous les modalités de transmission.

En mode EFI, vous devez adhérer au service « Payer la TVA ». Que ce soit en mode EFI ou EDI, le prélèvement n'intervient qu'à la date d'échéance, ceci vous permet d'anticiper votre paiement sans contrainte aucune avance de trésorerie.

• Télèglement de l'IS et de la TS

Depuis le 1^{er} octobre 2010, vous devez téléréglé votre impôt sur les sociétés lorsque le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par votre entreprise au titre de l'exercice précédent est supérieur à 500 000 €.

À compter du 1^{er} octobre 2011, le seuil est abaissé à 230 000 €.

Vous devez utiliser les services de paiement en ligne pour acquitter la taxe sur les salaires si vous êtes soumis à l'obligation de télépayer l'impôt sur les sociétés.

Ce service uniquement disponible en mode EFI nécessite une adhésion préalable à « payer IS » et « payer TS » de votre espace abonné.

• TDFC

La procédure TDFC, ouverte à toutes les entreprises relevant d'un régime réel d'imposition, permet de transmettre les déclarations de résultats par le biais de l'informatique. Cette transmission s'effectue par transmission de fichiers générés automatiquement (mode EDI : Échange de Données Informatisé). Comme pour EDI.TVA, c'est un prestataire mandaté par vous-même, le partenaire EDI, qui procède à cette transmission.

Champ d'utilisation

Vous pouvez utiliser spontanément TDFC. Toutefois, si vous remplissez l'une des conditions énoncées ci-après vous devrez y recourir à titre obligatoire :

- vous êtes soumis à l'impôt sur les sociétés et votre chiffre d'affaires hors taxe réalisé au titre de l'exercice précédent est supérieur à 15 millions d'euros ;
- vous appartenez au périmètre DGE.

Par ailleurs, si vous êtes adhérent à un OGA, ce dernier a l'obligation de s'assurer que votre déclaration de résultat et ses annexes sont transmis par TDFC.

Nouveautés

Dès 2011, les sociétés civiles immobilières non soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent utiliser la procédure TDFC et ainsi télédéclarer le formulaire n° 2072-S ou 2072-C.

Modalités de fonctionnement

Pour utiliser cette procédure, une adhésion à ce service doit être réalisée avant le 30 avril de l'année de la première télétransmission. En cas de recours spontané, l'adhésion est valable un an, renouvelable par tacite reconduction.

Les informations relatives à TDFC et TéléTVA sont disponibles sur le site www.impots.gouv.fr

N'hésitez pas à contacter le **correspondant Téléprocédures** de votre département pour obtenir de plus amples informations. Ses coordonnées sont en ligne sur le site www.impots.gouv.fr rubrique « Contacts ».

Les services des impôts des entreprises sont aussi à votre disposition.

SIMPLIFIEZ VOS DÉMARCHES FISCALES

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT À L'ENSEMBLE DES SERVICES EN LIGNE SUR LE PORTAIL FISCAL

WWW.IMPOTS.GOUV.FR

Le site impots.gouv.fr vous donne accès à une large gamme de services en ligne dans un espace unique, personnalisé et sécurisé : votre espace abonné professionnel.

- **Télédéclarer, télépayer la TVA** y compris les demandes de remboursement de crédit de TVA au sein de l'UE,
- **Payer en ligne les principaux impôts,**
- **Consulter le compte fiscal,**
- **Disposer d'informations fiscales sélectionnées :** vous pouvez recevoir et stocker dans un classeur documentaire, les informations fiscales correspondant à vos centres d'intérêt. Vous pouvez personnaliser votre agenda fiscal en fonction de vos échéances fiscales.

Grâce au compte fiscal en ligne, l'utilisateur professionnel bénéficie :

1. d'un service personnalisé,
2. d'une consultation de sa situation fiscale à tout moment : 7 j/7, 24 h/24,
3. d'un outil de dialogue supplémentaire avec l'administration fiscale,
4. de la souplesse de l'espace abonné permettant à une personne de gérer le compte d'une ou plusieurs entreprise(s) et à une entreprise de désigner une personne différente par service en ligne,
5. de la consultation en toute transparence des informations transmises à l'administration fiscale.